



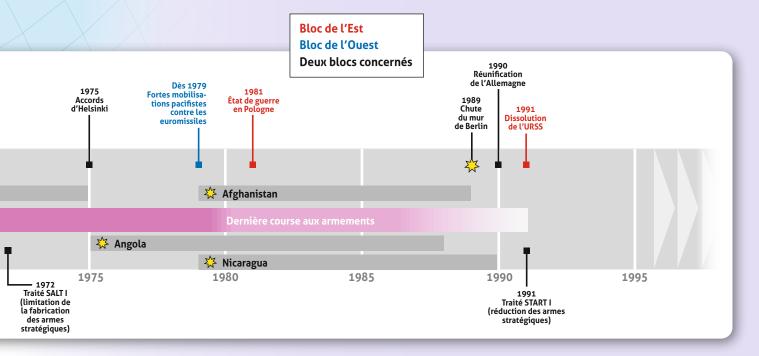
EN ÉTUDIANT CE THÈME, TU APPRENDRAS À:

VIET NAM

- distinguer les différentes phases de la guerre froide;
- déterminer les caractéristiques de la guerre froide (politiques, militaires, économiques, sociales et culturelles);
- analyser les principales crises de ce conflit particulier;
- mettre en évidence l'impact de la guerre froide sur la politique intérieure et extérieure de la Suisse;
- identifier les changements qui ont mené à la fin de la guerre froide et de l'URSS.

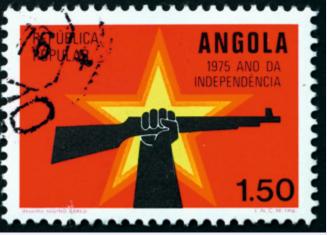
AU TRAVERS DU THÈME, TU APPRENDRAS AUSSI PROGRESSIVEMENT À:

- mener une enquête sur les crises majeures de la guerre froide;
- comparer différents moyens de propagande (caricatures, discours, etc.);
- comparer des témoignages concernant un même événement;
- formuler des hypothèses sur l'utilisation des traces du passé (mur de Berlin);
- analyser les conséquences à court, moyen et long terme d'un événement.





«Le bras de fer nucléaire » entre Nikita Khrouchtchev (URSS) et John F. Kennedy (USA) lors de la crise de Cuba, *Daily Mail* (GB), 1962.



Timbre-poste commémorant l'indépendance de l'Angola, 1976.



Rocky IV, film de Sylvester Stallone, 1985.



Depuis Berlin-Ouest, partie du mur couvert de graffitis et de peintures; en face, Berlin-Est, 1986.



Défilé de l'armée nord-coréenne, Pyongyang, 2018.

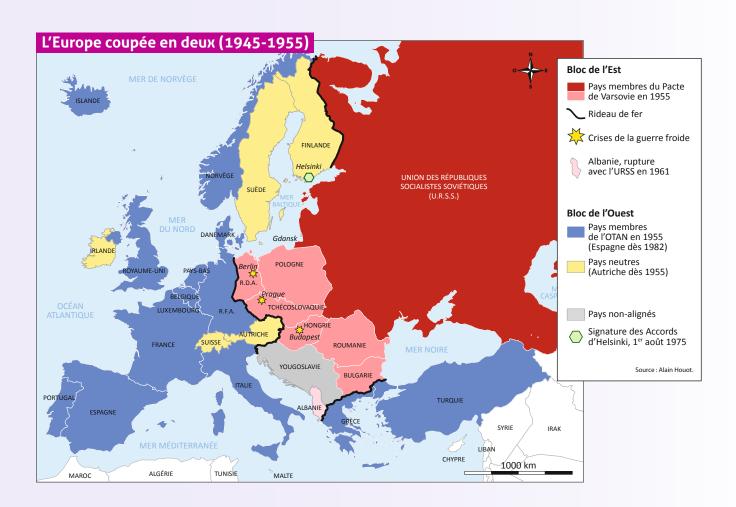
La guerre froide

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, en 1945, les États-Unis et l'URSS s'affirment comme les deux grandes puissances dominantes. Le monde est meurtri par la guerre, en particulier l'Europe, très affaiblie, mais l'espoir d'une paix durable se manifeste avec la création de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Déjà présentes durant la guerre, les tensions entre les États-Unis et l'URSS s'accentuent dès 1946. Elles provoquent la constitution de deux blocs qui diviseront le monde pendant plus de 40 ans. Certains pays, souvent issus de la décolonisation*, tentent cependant de ne pas s'aligner sur l'un ou l'autre camp. En Europe, les populations du bloc de l'Est sont gouvernées par des dictatures* communistes, séparées des pays de l'Ouest par des frontières très surveillées.

Dans ce monde bipolaire, une Troisième Guerre mondiale est redoutée de tous. En raison de la puissance atomique, elle se révélerait encore plus terrible que les deux précédentes. Jusqu'en 1989, les conflits dans lesquels les « deux Grands » s'affrontent indirectement se multiplient. Leur rivalité s'exprime aussi au travers de la propagande*, de la conquête de l'espace, de la course aux armements ou encore du sport. Toutefois, malgré une succession de crises majeures, le conflit n'éclate pas; c'est une guerre « froide ». Cette période est divisée en différentes phases dont les noms semblent parfois trompeurs: ainsi, la guerre du Vietnam se déroule durant la période dite de « détente ».

La guerre froide prend fin en 1991 avec la dissolution de l'URSS. Dès lors, le monde vit avec de nouvelles menaces sur une paix fragile: guerres, terrorisme, crises, tensions économiques, etc. L'expression de « guerre froide » est parfois encore utilisée pour qualifier les relations tendues entre des États ou à propos de discorde entre deux parties.



Des relations de plus en plus tendues: de la fin de l'alliance à la constitution des deux blocs (1947-1952)

À partir de 1943, plusieurs conférences réunissent les trois principaux pays alliés: États-Unis, URSS et Royaume-Uni. Que ce soit à Casablanca, Téhéran, Bretton Woods, Yalta ou Potsdam, ils y planifient les opérations militaires, mais y «réorganisent» aussi le monde qui suivra la victoire, en particulier lors de la Conférence de Yalta. L'entente entre les Alliés donne l'espoir d'une paix durable, alors que les tensions entre les deux grandes puissances sont déjà bien présentes.

Ces tensions éclatent lorsque l'URSS impose des régimes communistes et dictatoriaux, nommés « démocraties populaires », dans les pays libérés par l'Armée rouge. Le continent est alors coupé en deux par un « rideau de fer ». Dès lors et durant près de 45 ans, le libre passage de la population d'Est en Ouest est bloqué le long des frontières des États dits de l'Europe de l'Est.

Le grillage du début est progressivement renforcé par des fils barbelés, des champs de mines et des miradors. L'Allemagne, divisée entre Allemagne de l'Ouest (RFA) et Allemagne de l'Est (RDA), devient le symbole de l'opposition de deux blocs opposés au niveau économique et politique: CAPITALISME et démocratie à l'Ouest; COMMUNISME et dictature à l'Est.



Winston Churchill (GB), Franklin D. Roosevelt (USA) et Joseph Staline (URSS), entourés des principaux membres de leur délégation, Conférence de Yalta, février 1945.

CAPITALISME

Forme d'organisation économique et sociale où les capitaux et les moyens de production appartiennent à des propriétaires privés.



«Churchill et le rideau de fer: Entrée interdite sur ordre de Joe (Joseph Staline)», *Daily Mail*, (GB), 6 mars 1946.

Un rideau de fer est descendu à travers l'Europe

« Personne ne sait ce que la Russie soviétique et son organisation communiste internationale ont l'intention de faire dans l'avenir immédiat, ni où sont les limites, s'il en existe, de leurs tendances expansionnistes [...]. J'éprouve une profonde admiration et un grand respect pour le vaillant peuple russe et pour mon camarade de combat, le maréchal Staline. [...]. De Stettin dans la Baltique jusqu'à Trieste dans l'Adriatique, un rideau de fer est descendu à travers le continent. Derrière cette ligne se trouvent tous les anciens États de l'Europe centrale et orientale. [...] Toutes ces villes et les populations qui les entourent [...] sont soumises, sous une forme ou sous une autre, non seulement à l'influence soviétique, mais aussi à un degré très élevé [...] au contrôle de Moscou. [...]

Ce n'est certainement pas là l'Europe libérée pour la construction de laquelle nous avons combattu. Ce n'est pas non plus une Europe qui présente les caractéristiques essentielles d'une paix durable.»

Extraits du discours de Winston Churchill, prononcé à Fulton (USA), 5 mars 1946.

COMMUNISME

Forme d'organisation économique, politique et sociale fondée sur une société sans classes, sur la propriété collective des moyens de production et la répartition des bénéfices ou des profits.



Endiguement et anti-impérialisme

Chaque camp diffuse son modèle par la propagande et renforce ses alliances militaires: OTAN* à l'Ouest et Pacte de Varsovie* à l'Est. Le président américain met en place la doctrine d'« endiguement », le Plan Marshall propose une aide militaire et économique pour les États qui resteront « libres ». L'objectif est d'éviter les troubles liés à une crise financière qui pousserait des pays vers le communisme, car, selon une théorie américaine, une telle situation entraînerait les pays voisins par effet domino. Cela permet aussi aux États-Unis d'exporter des équipements et des produits américains. En réponse, l'URSS utilise le Kominform pour contrer l'impérialisme* américain.

4

La politique américaine d'endiguement

À l'heure actuelle de l'histoire mondiale, presque chaque nation doit choisir entre deux modes de vie alternatifs. Le premier mode de vie repose sur la volonté de la majorité et il est caractérisé par des institutions libres, un gouvernement représentatif, des élections libres, des garanties assurant la liberté individuelle, la liberté de parole et

de religion et l'absence de toute oppression politique.

L'autre mode de vie repose sur la volonté d'une minorité imposée par la force à la majorité. Il s'appuie sur la terreur et l'oppression, une presse et une radio contrôlées, sur des élections truquées et la suppression des libertés personnelles.

Je crois que nous devons aider tous les peuples libres à déterminer eux-mêmes leur destin. Ce que j'entends par un tel soutien, c'est essentiellement une aide économique et financière qui constitue la base de la stabilité économique et d'une vie politique cohérente.

Adapté de Harry S. Truman, président américain, discours devant les deux Chambres du Congrès américain, le 12 mars 1947.



«Captain America... l'écraseur de communistes », couverture de *comic* américain, 1954.



«La colombe de la paix de Washington», affiche de propagande soviétique, 1953. «Malgré leur ruse, ils ne peuvent cacher ce qu'elle contient!»

ENDIGUEMENT: construction d'une digue pour se protéger, en général des inondations, ici du communisme.

KOMINFORM: organisme qui supervise les partis communistes du monde.

7

La réaction soviétique

Les États-Unis sont la principale force dirigeante du camp impérialiste. L'Angleterre et la France sont unies aux États-Unis [...]. Le camp impérialiste est soutenu par les pays possesseurs de colonies [...] ainsi que par des pays dépendant politiquement et économiquement des États-Unis [...].

Les forces anti-impérialistes et antifascistes forment l'autre camp. L'URSS et les pays de la démocratie nouvelle en sont le fondement [...]. Le camp anti-impérialiste s'appuie dans tous les pays sur le mouvement ouvrier et démocratique, les partis communistes frères, sur les combattants des mouvements de libération nationaux dans les pays coloniaux [...].

Le but que se donnent les États-Unis est l'établissement de la domination mondiale de l'impérialisme américain. C'est aux partis communistes qu'incombe le rôle historique de se mettre à la tête de la résistance au plan américain d'asservissement de l'Europe.

Adapté de Andreï Jdanov, membre du Comité central et du Bureau politique du PCUS, rapport, octobre 1947.

Une coexistence pas si pacifique: l'équilibre de la terreur (1953-1962)

Après la mort de Staline en 1953, une nouvelle période commence. Le président russe Khrouchtchev ne parle plus d'un éventuel conflit avec les États-Unis, mais de « coexistence pacifique », c'est-à-dire d'une période où chacun reste hostile à l'autre tout en refusant l'escalade des tensions.

Un sentiment d'insécurité règne pourtant. L'« équilibre de la terreur », basé sur l'armement nucléaire des deux blocs, effraie les populations. Toutefois, par sa puissance destructrice, il dissuade les deux Grands de

s'affronter directement. Des deux côtés, l'espionnage et la propagande sont utilisés pour obtenir des informations, déstabiliser des États ou préparer des complots afin de placer un régime favorable à ses intérêts.



Charlie Chaplin et son épouse devant leur maison, Corsiersur-Vevey (VD), vers 1955.

La peur de l'ennemi intérieur aux USA et en URSS

L'une des caractéristiques de la guerre froide est la peur de « l'ennemi de l'intérieur », c'est-à-dire le partisan de l'autre bloc ou l'opposant au régime en place. En 1950, le sénateur américain McCarthy lance une « chasse aux sorcières », (le maccarthysme). Des milliers d'enquêtes visent des personnes soupçonnées d'être des espions ou des communistes. Celles-ci peuvent perdre leur emploi ou être condamnées, parfois à mort, comme les époux Rosenberg. À Hollywood, des « listes noires » empêchent des acteurs ou des producteurs de travailler, à l'exemple de Charlie Chaplin qui s'établit en Suisse.

En URSS, la police politique* (NKVD puis KGB ou Comité de sécurité d'État) surveille la population et arrête les personnes suspectées d'être en opposition avec le régime ou « pas assez communistes ». La plupart sont envoyées au Goulag, des camps de travail aux conditions extrêmes. Des milliers de condamnations à mort sont également prononcées arbitrairement. Les dictatures du bloc de l'Est utilisent aussi une police politique pour contrôler la population.

Des moments de tensions et la peur d'une guerre nucléaire

La période est marquée par des crises majeures : en Hongrie, à Berlin et surtout, en 1962, à Cuba. L'URSS veut installer des missiles sur cette île proche des États-Unis. Avec cette provocation, les tensions sont extrêmes, le monde retient son souffle.

9

La crise de Cuba

Peu après la crise de Cuba, Khrouchtchev, dirigeant russe, se confie à un proche: «Cette fois, nous étions vraiment à deux doigts d'une guerre nucléaire. [...] Fidel Castro (le dirigeant cubain) nous disait que les Américains allaient attaquer dans les vingt-quatre heures. Il nous proposait de déclencher une guerre atomique en premier. Nous étions totalement stupéfaits. Clairement, Castro n'avait aucune idée de ce qu'était une guerre thermonucléaire. Après tout, si un tel conflit s'était produit, c'est Cuba qui aurait d'abord disparu de la surface de la Terre. Et puis, il pouvait y avoir une contreattaque, potentiellement dévastatrice. Après tout, qu'aurions-nous gagné? Des millions de gens seraient morts, dans notre pays aussi. Est-ce qu'on peut envisager une chose pareille? Pouvons-nous permettre de mettre en danger le monde socialiste, imposé dans la douleur par la classe ouvrière? Seule une personne aussi aveuglée par la passion révolutionnaire que Castro peut parler ainsi.»

Adapté d'un compte-rendu d'entretien datant du 30 octobre 1962 entre Khrouchtchev et Novotny, chef du Parti communiste de Tchécoslovaquie. La crise de Cuba les ayant menés au bord d'un conflit nucléaire, les deux Grands décident d'instaurer un moyen de communication rapide et efficace. Un «téléphone rouge» sert dès lors de lien entre Washington et Moscou pour prévenir les crises et éviter qu'elles ne deviennent des conflits.



Une détente pas si sereine (1963-1979)

Malgré des conflits majeurs, comme la guerre du Vietnam (1963-1975), cette période est marquée par un apaisement entre les blocs de l'Est et de l'Ouest. Des accords et des rapprochements ont lieu.

En 1972, le traité SALT I limite la course à l'armement nucléaire. Des relations officielles sont rétablies entre les deux Allemagnes. Des échanges commerciaux et des échanges dans le domaine spatial se développent entre les deux blocs. Entre 1973 et 1975, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe rassemble

trente-cinq États d'Amérique du Nord, d'Europe de l'Ouest et de l'Est. Elle débouche sur les Accords d'Helsinki qui ont une grande portée politique, en particulier dans le bloc soviétique. Les opposants s'appuient sur ces accords pour revendiquer le respect des libertés fondamentales.

10

- Les dix principes des Accords d'Helsinki
- [...] Les pays participant à la Conférence s'engagent à respecter les principes suivants qui donnent aux Européens l'espoir d'un climat de paix durable:
 - I. Respect des droits inhérents à la souveraineté.
 - II. Non-recours à la menace ou à l'emploi de la force.
 - III. Inviolabilité des frontières.
 - IV. Intégrité territoriale des États.
 - V. Règlement pacifique des différends.
 - VI. Non-intervention dans les affaires intérieures.
 - VII. Respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction.
 - VIII. Égalité de droits des peuples et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.
 - IX. Coopération entre les États.
 - X. Exécution de bonne foi des obligations assumées conformément au droit international.

Adapté de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, Helsinski (FI), 1975.

Dernière course aux armements (1980-1987)

Après la guerre du Vietnam, qui a causé un nombre considérable de morts et de blessés, le président Jimmy Carter décide que l'armée américaine n'interviendra plus dans des conflits extérieurs. Lorsqu'il arrive au pouvoir en 1981, Ronald Reagan sort les États-Unis de cet isolement.

Son slogan est « America is back», il relance la course aux armements terrestres et dans l'espace. L'URSS, que Reagan nomme l'Empire du Mal, cherche à concurrencer les États-Unis; de 1979 à 1989, elle s'engage dans une guerre soutenant le régime communiste en Afghanistan.

Le déploiement de nouvelles armes, les euromissiles, provoque en Europe de vastes mouvements pacifistes et antinucléaires. Les négociations en cours sur la limitation des armements stratégiques sont très tendues.



Timbre-poste, illustrant le programme de bouclier antimissile américain, 1983.



En novembre 1982, Samantha Smith, jeune Américaine de 10 ans, écrit à Andropov, le Secrétaire général du Parti communiste d'URSS, en lui demandant pourquoi il voulait faire la guerre aux États-Unis.

Celui-ci lui répond que ce n'est pas le cas et l'invite à passer deux semaines en URSS. Elle visite Moscou, Leningrad et passe quelques jours dans un camp de jeunes pionniers en Crimée.

Des affrontements indirects

L'affrontement indirect entre les deux blocs se déroule parfois dans des domaines inattendus, où chacun cherche à montrer sa suprématie sur le camp adverse : le sport, dont les échecs, la conquête de l'espace, etc.

Le sport prend un aspect politique et les tournois sont vécus comme des enjeux nationaux. Des boycotts* ont lieu, par exemple durant les JO de Moscou en 1980 ou ceux de Los Angeles en 1984. Plus rarement, des événements sportifs permettent de créer un dialogue.

Le lancement du premier satellite artificiel par les Russes, en 1957, constitue un choc pour l'opinion américaine, car il démontre l'avance prise par les Soviétiques dans le domaine de la conquête de l'espace. Celle-ci devient un enjeu majeur de la rivalité entre les deux Grands.

12 Le sport, une autre facette de la guerre froide



En 1971, l'équipe chinoise de ping-pong invite l'équipe américaine, ce qui permet aux présidents Mao Zedong et Richard Nixon de se rencontrer pour la première fois.



Le boycott soviétique des Jeux olympiques de Los Angeles (1984).

Aux JO de 1956, le match de water-polo entre l'URSS et la Hongrie, un mois après l'intervention soviétique, se termine en bagarre généralisée.

13

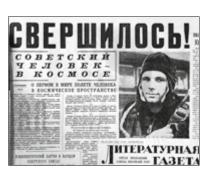
Nous avons entendu que Ceausescu était très déçu de nos résultats et de ma performance. C'était très étrange de penser que le chef de mon pays regardait la gymnastique [...] ou qu'il se souciait de ce que je faisais. Il est encore plus curieux de se dire qu'il croyait que mes aptitudes reflétaient notre système gouvernemental.

Adapté de Nadia Comaneci, gymnaste roumaine, Lettres à une jeune gymnaste, 2003.

14 La conquête de l'espace



Spoutnik 1, premier satellite artificiel lancé le 4 octobre 1957 par les Soviétiques.



Vostock 1, premier vol spatial habité par Youri Gagarine, 12 avril 1961.



Neil Armstrong, premier homme à marcher sur la Lune, mission américaine *Apollo 11*, 20 juillet 1969.

15 KATHERINE JOHNSON (1918-2020)

Physicienne. mathématicienne et ingénieure spa tiale américaine, elle a contribué « à repousser les frontières de l'espace à mesure qu'elle permettait aussi aux femmes et aux minorités [afro-américaines] de participer à leur tour à la conquête spatiale », dit un hommage de la NASA. En 1961, elle vérifie à la main les calculs de trajectoire de la première mission américaine envoyant un homme en orbite autour de la Terre.



Les crises majeures de la guerre froide



Deux lieux de confrontation, symboles de la guerre froide

À cause de la dissuasion nucléaire, les deux grandes puissances ne s'affrontent pas directement, mais par pays interposés. Plusieurs crises marquent la guerre froide, lors de conflits liés à la décolonisation ou en Europe. La ville de Berlin divisée connaît plusieurs de ces crises.

Chacun des blocs souhaite faire basculer le pays en lutte pour son indépendance* dans son camp en lui fournissant de l'aide, par de l'argent et des ventes d'armes ou par l'envoi de troupes et de matériel, comme

au Vietnam. À Berlin, les deux camps se font face dans la même ville, elle-même située en zone soviétique. La division de la ville devient le symbole de la division de l'Europe.

Le Vietnam

Les Accords de Genève de 1954 devaient marquer la fin de la guerre d'Indochine. L'échec de leur application renforce la division entre le Vietnam du Sud, capitaliste, et le Vietnam du Nord, communiste. Une insurrection procommuniste, appuyée par le Nord, sert de prétexte à un engagement des États-Unis qui soutiennent le régime pro-occidental au Sud. Dès 1963, l'escalade du conflit s'amorce. La péninsule indochinoise subit des bombardements massifs (deux fois plus de bombes que durant toute la Seconde Guerre mondiale) et jusqu'à 500 000 soldats américains sont engagés face à la guérilla menée par Ho Chi Minh. Aux États-Unis, le conflit est de plus en plus impopulaire, car les pertes humaines sont considérables. La guerre se poursuit jusqu'en 1974, date à laquelle les États-Unis sont contraints de se retirer. Le Nord Vietnam réunifie le pays en 1975 sous le nom de République socialiste du Vietnam. Les conséquences de la guerre sont terribles: on compte

plusieurs millions de victimes. L'environnement est dévasté par les agents chimiques, notamment les défoliants qui laissent des séquelles (malformations, cancers, etc.) sur les survivants et leurs descendants.



Manifestation contre la guerre du Vietnam, Washington (USA), 21 octobre 1967.



Soldats américains dans une plantation d'hévéas dévastée par les défoliants chimiques largués par les avions américains, vers 1968.

20

«La nuit dernière j'ai rêvé de la paix. Oh le rêve de la paix et de l'indépendance brûle dans les cœurs de 30 millions de personnes depuis si longtemps.»

« Mon cœur se remplit de haine pour ces bandits qui pillent notre nation, une haine qui me fait suffoquer. »

«Oh, cette vie qui s'échange contre du sang, contre la jeune vie de nombreux soldats! Combien d'existences ont-elles été sacrifiées pour que d'autres vies puissent s'épanouir. Toi, le Nord, es-tu capable de comprendre le cœur du Sud?»

Extrait du journal rédigé durant le conflit par Dang Thùy Trâm, médecin, chirurgienne et combattante du Nord Vietnam.

30

L'officier américain qui a trouvé les deux carnets du journal rédigé par Dang Thùy Trâm les a emportés



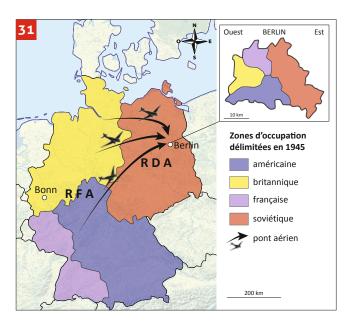
aux États-Unis. Trente ans plus tard, il est parti à la recherche de la famille de l'auteure, morte durant la guerre.

Il a pu leur remettre ces carnets qui relatent la vie de la jeune femme, avec sa volonté de victoire mais aussi son dégoût devant la brutalité de la guerre. Son journal a dès lors été traduit en une vingtaine de langues.



La division de Berlin

La coopération entre les vainqueurs de 1945 est compliquée en Allemagne, surtout à Berlin, divisée en quatre secteurs d'occupation tout en étant enclavée dans la zone soviétique. En 1948, Staline instaure un blocus de la ville qui va durer onze mois. Berlin survit grâce au pont aérien organisé par les États-Unis. En 1949, les Occidentaux créent un État fédéral (RFA) à l'Ouest et les Soviétiques répondent en créant une république démocratique (RDA) dans leur propre zone d'occupation. L'Allemagne est donc partagée en deux États, Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest.



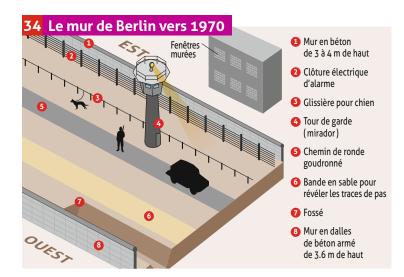
Les frontières de Berlin, toujours divisée et enclavée, sont de plus en plus sécurisées, surtout après 1958 où de nouvelles tensions entre l'Est et l'Ouest provoquent la «crise de Berlin» (1958-1963). La frontière étanche, érigée dès 1952 pour séparer les deux Allemagnes, est sans cesse renforcée. Néanmoins, entre 1949 et 1961, 3,5 millions de personnes réussissent à fuir à l'Ouest, en majorité par Berlin où les trains circulent normalement entre les secteurs. Pour mettre fin à cet exode, la construction du « mur de Berlin » débute en août 1961. Il verrouille le secteur occidental et permet de contrôler les passages.

Un endroit incarne toute la cruauté du mur de Berlin, c'est la Bernauer Strasse. Les immeubles du côté sud de la rue faisaient partie du secteur soviétique, alors que les trottoirs se situaient à l'Ouest, dans le secteur français. Lorsque les gardes-frontières commencèrent à murer portes et fenêtres des rez-de-chaussée en août 1961, certains riverains essayèrent de gagner le secteur Ouest en sautant par les fenêtres des étages supérieurs.

> Adapté de « Bernauer Strasse », site officiel de Berlin, 2021.



Berlinois de l'Ouest montrant leurs enfants aux membres de leur famille situés de l'autre côté du mur, début septembre 1961.



35 CONRAD SCHUMANN (1942-1998)

Policier est-allemand de 19 ans, il monte la garde le 15 août 1961 dans la Bernauer Strasse. Des passants situés à l'Ouest perçoivent ses hésitations et lui crient « Viens, saute ». Photographié sautant par-dessus les barbelés et jetant son arme, il est considéré comme un héros en Occident mais comme un traître en Allemagne de l'Est. Il vivra dans la peur des représailles de la police secrète jusqu'à la chute du mur, en 1989.

La Suisse pendant la guerre froide

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Alliés sont méfiants et vont isoler diplomatiquement la Suisse. Ils lui reprochent sa neutralité, mais surtout sa collaboration économique avec le III^e Reich*. Le contexte de la guerre froide aide cependant la Suisse à négocier des accords, peu sévères par rapport aux reproches des Alliés. Il faut en effet montrer un front commun face à ce qu'on appelle la menace communiste.

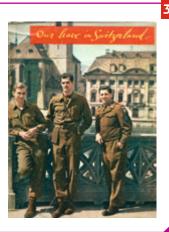
La politique de neutralité de la Suisse se complique car, nettement hostile à l'idéologie* communiste, elle a choisi son camp. Pour réactiver la neutralité, sans être encore membre de l'ONU, elle va baser sa politique étrangère sur les « bons offices* »: observateurs à la frontière entre les deux Corées, organisation de conférences internationales, participation à des négociations (comme les Accords d'Évian qui mettent fin à la guerre

d'Algérie) et représentations diplomatiques. Elle remplit aussi le mandat de « puissance protectrice » en représentant les intérêts américains à La Havane à partir de 1961, puis ceux de Cuba, à Washington, à partir de 1991. La neutralité suisse comprend également un volet de solidarité avec la coopération au développement et l'aide humanitaire.

36

L'attitude positive de l'opinion publique [concernant la participation de militaires suisses aux missions en Corée] me paraît démontrer qu'elle comprend que nous défendons mieux notre neutralité en participant à des actions internationales pacifiques, même présentant des risques [...], qu'en restant absolument à l'écart des événements lorsque ceux-ci ne nous touchent pas directement.

Adapté de Max Petitpierre, conseiller fédéral, Conférence des Ministres, Berne, septembre 1953. Entre 1945 et 1949, l'armée américaine offre à plus de 300 000 Gl un séjour de trois semaines en Suisse avec visite de Lausanne, Zermatt, le lac des Quatre-Cantons, etc. L'initiative permet de remplir les hôtels suisses, vides en raison de l'absence de touristes européens et constitue une gigantes que opération publicitaire en faveur de l'image de la Suisse.



La « chasse aux sorcières » en Suisse

Dès 1946, l'Administration fédérale mais aussi la majorité de l'opinion publique sont favorables au bloc occidental. En 1950, une directive permet de licencier les fonctionnaires fédéraux membres d'une organisation communiste. Après la répression de l'insurrection de Budapest par les chars soviétiques en 1956, l'anticommunisme se renforce; il est marqué

par l'accueil de réfugiés* fuyant les régimes communistes et la limitation des échanges commerciaux, culturels et sportifs avec l'Est. En 1956, avec l'Espagne et les Pays-Bas, la Suisse boycotte même les Jeux olympiques de Melbourne pour protester contre la répression en Hongrie.

Jean-Louis Jeanmaire, un brigadier suisse, est accusé en 1976 d'espionnage au profit de l'URSS. Condamné, il passe douze ans en prison, une lourde peine due au climat de tension lié à la guerre froide. La réelle gravité de ses actes fait encore débat aujourd'hui.

38

Le scandale des fiches

Le 24 novembre 1989, le conseiller national Moritz Leuenberger annonce [...] la découverte de 900 000 fiches répertoriant des organisations et individus [suisses et étrangers] réputés constituer une menace pour la sécurité intérieure de l'État. Établies par la police fédérale, ces

fiches recensent les activités militantes et fourmillent d'anecdotes sur la vie quotidienne de tous ceux censés représenter cette menace: communistes, écologistes, pacifistes, syndicalistes, féministes, leaders de mouvements de jeunes, séparatistes jurassiens, nationalistes* d'extrême droite, parlementaires de gauche. L'annonce fait «l'effet d'une bombe», les médias s'emballent et les dénonciations de «l'État policier» se multiplient. Élus, intellectuels, journalistes et manifestants dénoncent «l'État fouineur». [Ils] appellent à des réformes de la politique de protection de l'État [et demandent l'abolition de la police politique].

Adapté d'un projet de recherche sur le scandale des fiches, université de Lausanne, mars 2014.



Les positions concernant l'arme atomique

En 1946, la Commission d'étude pour les questions atomiques, créée par le Conseil fédéral, est chargée d'examiner les possibilités pour la Suisse de se doter de l'arme atomique. Entre 1953 et 1956, dix tonnes d'uranium, dont la moitié pour l'armée, sont fournies secrètement par la Belgique et la Grande-Bretagne. Jusqu'au milieu des années 1960, la question de se doter de l'arme atomique est discutée avant d'être abandonnée. La Suisse signera, en 1977, un traité de non-prolifération de telles armes.

39

[Le] Conseil fédéral est d'avis que l'armée doit recevoir les moyens les plus efficaces pour lui permettre de maintenir notre indépendance et, de protéger notre neutralité. Les armes atomiques font partie de ces moyens. Aussi le Conseil fédéral a-t-il chargé le département militaire de poursuivre les études relatives à l'équipement atomique de notre armée. [...] Cette décision de principe visant à renforcer notre armée par l'arme atomique ne modifie en rien l'opinion, souvent exprimée par le Conseil fédéral, qu'il convient d'encourager tous les efforts sincères entrepris en vue de freiner la course aux armements, avant tout dans le domaine des engins nucléaires.

Adapté de la Déclaration relative à l'acquisition d'armes atomiques pour notre armée du Conseil fédéral, 11 juillet 1958.



Manifestation contre la bombe atomique suisse à Lausanne, 1959.

41

Après l'insurrection de Budapest en 1956, l'anticommunisme atteignit son apogée en Suisse. [Un commandant de l'armée suisse déclarait lors d'une réunion en novembre 1957]: «Si on avait des avions du type Mirage, qui est capable de transporter des bombes atomiques et de voler jusqu'à Moscou, un déploiement en territoire ennemi serait envisageable. L'adversaire saurait alors pertinemment qu'il peut être bombardé bien avant d'avoir traversé le Rhin et que des bombes peuvent également s'abattre sur son propre sol.»

Michael Fischer, «La bombe atomique suisse», blog du Musée national suisse, 2020.

42

La protection civile, l'un des trois piliers de la défense nationale

«Alors que la guerre froide s'intensifie, la Protection civile se met en place. Des situations tendues comme la construction du mur de Berlin en 1961, la crise de Cuba de 1962 ou l'écrasement du Printemps de Prague en 1968 sont également ressenties comme de graves menaces pour la paix et la sécurité nationale. L'armement nucléaire des deux grandes puissances mondiales, les États-Unis et l'Union soviétique, renforce ce sentiment. En réponse à cette situation, la Suisse développe un concept visionnaire unique au monde: la construction à grande échelle d'abris solides, simples et peu coûteux doit permettre à la population de survivre sous terre en cas de guerre nucléaire. Jusqu'à la fin de la guerre froide, la construction d'abris et la préparation à un séjour prolongé dans les abris étaient les thèmes centraux de la Protection civile.»

Extrait de «L'histoire de la Protection civile », Office fédéral de la protection de la population.



Livret de 300 pages publié par le Département fédéral de justice et police, qui renseigne la population sur la manière de se comporter en cas de guerre ou de menace de guerre, octobre 1969.

La fin de la guerre froide (1991)

En 1985, Mikhaïl Gorbatchev accède au pouvoir en URSS. Il entreprend une série de réformes économiques et politiques pour redresser la situation du pays. L'économie, mise sous pression par la course aux armements, va mal. L'agriculture ne fonctionne pas bien, les magasins sont souvent mal ravitaillés, les populations sont excédées et veulent plus de libertés. À cela s'ajoute une volonté d'indépendance dans les quinze républiques formant l'URSS, ainsi que dans les États d'Europe de l'Est.

La contestation n'est plus réprimée comme à l'époque du Printemps de Prague. En Pologne, le mouvement *Solidarnosc* ouvre la voie dès 1981, mettant en place un syndicat indépendant et réclamant des réformes. À Genève, en 1985, une rencontre entre Gorbatchev et Reagan ralentit la course aux armements. Dans le

bloc de l'Est, des actes de désobéissance ont lieu sans véritable réaction de l'URSS jusqu'à la chute du mur de Berlin qui semblait éternel. L'Allemagne est réunifiée en 1990. Les pays de l'Est se libèrent ainsi progressivement et en 1991, l'URSS disparaît, faisant place à quinze États indépendants, dont la Fédération* de Russie.

Quelques événements marquants dans la chute du bloc de l'Est



Lech Walesa, menant les grèves du chantier naval qui aboutiront à la création du syndicat *Solidarnosc*, symbole de la contestation, Gdansk (PL), août 1980.



Passage à l'Ouest de plus de 600 Allemands de l'Est, lors d'une brève ouverture des frontières hongroises, sans réaction de l'URSS, août 1989.



Suite à un mouvement spontané, manifestations de plus en plus importantes, chaque lundi, à Leipzig (RDA), dès septembre 1989.



Dès le 17 novembre 1989, manifestations aboutissant à la Révolution de velours, qui marque la fin de la République socialiste tchécoslovaque.

/ 8

[Le 9 novembre 1989,] je regardais la conférence de presse quotidienne à la télévision, j'étais sur le point d'éteindre lorsqu'une note fut placée devant le porte-parole. Perdu dans ses pensées, il ramassa le bout de papier et lut: « Il vient d'être décidé que toute personne désireuse de voyager en RDA peut se rendre en RFA.» (En réalité, cela signifiait qu'il y aurait des visas de courte durée pour un voyage en RFA). Il pouvait à peine croire ce qu'il lisait. Je n'ai pas cru ce que j'ai vu ensuite, après 28 ans, le mur s'est ouvert. Les portes ont été ouvertes, les gens ont escaladé le mur, le « mur de protection antifasciste » a été cassé avec des marteaux.

Adapté du témoignage de Christel Dux (née en 1948), LEMO, Lebendiges Museum Online.



L'éclatement du bloc soviétique et de l'URSS

Dès 1985, Gorbatchev met en place la *perestroïka* (réforme politique, sociale et éthique) et la *glasnost* (transparence, information). Il ne peut maîtriser les changements qu'il a amorcés et l'URSS se disloque. Après l'échec d'un coup d'État destiné à l'écarter du pouvoir, Gorbatchev est marginalisé. Il démissionne le 25 décembre 1991. C'est Boris Eltsine, le président non communiste de la Russie, qui reconnaît la sécession et l'indépendance des quinze républiques de l'URSS. En Russie, les indépendantistes tchétchènes revendiquent aussi l'autonomie et s'opposent au gouvernement (guerres de Tchétchénie de 1994 à 2000). De nos jours, la Corée du Nord est considérée comme le dernier vestige du système communiste. Lorsque des tensions se manifestent entre la Russie et les pays occidentaux, notamment à propos de territoires contestés en Ukraine en 2014, on évoque une « nouvelle guerre froide ». Cette expression est encore utilisée dans divers contextes de rivalité.

49

Le 9 novembre 1989, c'est la chute du mur. L'importance de cet événement n'échappe pas aux Tchèques et aux Slovaques [...] qui se précipitent eux aussi dans les rues pour réclamer la chute d'un pouvoir imposé par l'occupant soviétique [...]. Les Allemands de l'Est, les Tchèques et les Slovaques ainsi que les Hongrois élisent ensuite démocratiquement leurs représentants. Les communistes ne sont pas représentés dans ces gouvernements.

Adapté de André Fontaine, « Mutations à l'Est », Le Monde, novembre 1990.



«Les poupées russes: l'éclatement de l'URSS», Guère épais: dessins d'actualité 1991-1994 et dessins d'humour, 1994.

51

Janvier 1990. C'était du temps de l'URSS. Et pourtant McDonald, ce symbole du capitalisme, était accueilli à bras ouverts.

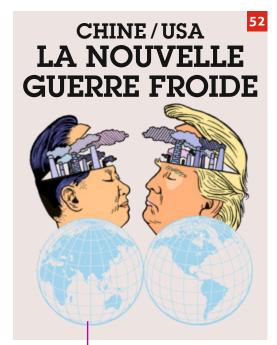
La foule se pressait à l'ouverture du premier restaurant de la chaîne à Moscou. Le 20 août 2014, [il a été fermé] pour violation des normes sanitaires, au coeur de la tempête qui oppose Russes et Occidentaux sur le dossier ukrainien.

Adapté de Jacques Deveaux, France TV info, septembre 2014.

53

«Un important travail de mémoire* a été effectué sur les deux conflits survenus en Tchétchénie. Des ONG* basées en Suisse ont financé l'archivage et la numérisation de documents. Les Archives tchétchènes stockées à Berne contiennent 1270 séquences filmées sur les actes de guerre dans cette république russe du Caucase, ainsi que des interviews avec des témoins oculaires, des soldats russes, des journalistes, des victimes ou leurs proches. Une base de données descriptive est en ligne depuis le mois de mai.»

«Les archives du conflit en Tchétchénie ont été mises en ligne en Suisse», *Le Nouvelliste*, juillet 2016.



«70 ans de turbulences» dessin de presse illustrant les tensions qui règnent entre les deux grandes puissances du Pacifique, couverture de L'Hebdo Le 1, juin 2020.